

## Le pouvoir d'achat des ménages rebondit après un fort ralentissement

■ Le revenu disponible des ménages a augmenté de 6,8% en 2013, à 625 milliards de DH, contre 3,9% en 2012.

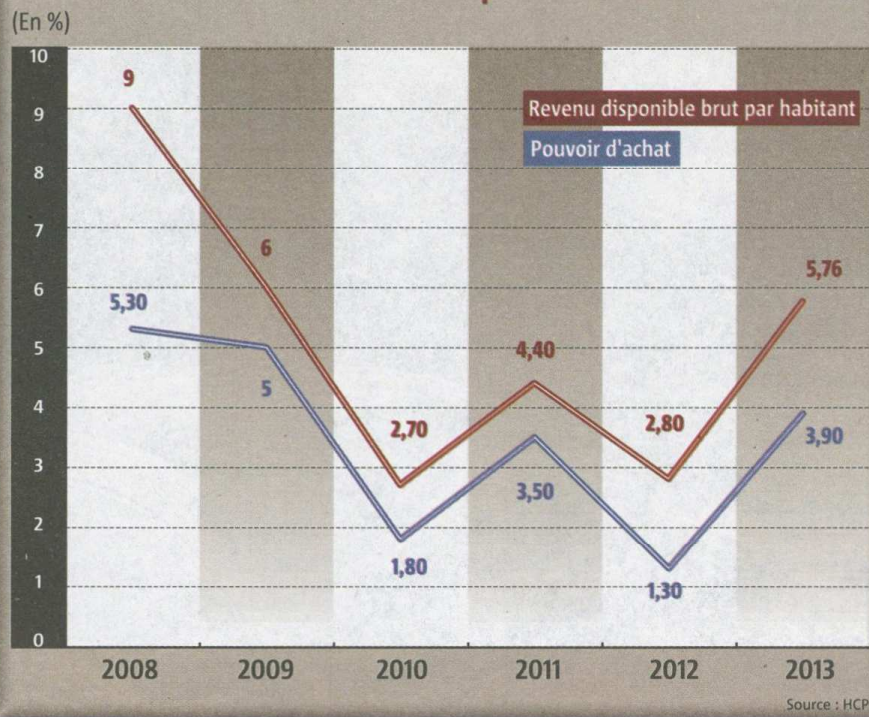
■ Une corrélation, encore imparfaite certes, paraît s'établir entre la croissance et le revenu des ménages.

■ Celui-ci est toujours dominé par les salaires dont la part approche les 50%.

Le pouvoir d'achat des ménages a repris des couleurs en 2013, dernière statistique disponible pour cet indicateur, en augmentant de 3,9%. C'est la hausse la plus forte depuis 2009. En 2012, il avait progressé de 1,5%, au lieu de 3,5% en 2011 et de 1,8% en 2010. Ces chiffres sont tirés des comptes nationaux, récemment mis à jour par le Haut commissariat au plan (HCP) sur la base d'une nouvelle année de référence, celle de 2007 au lieu de 1998.

Mais il vaut mieux le dire tout de suite, la perception des ménages, pris individuellement, peut être tout à fait différente de cette constatation, car il s'agit ici de moyennes qui, comme telles, cachent des différences, liées aux revenus de chacun, à la manière de consommer, à la localisation géographique même. Ce ne serait d'ailleurs ni surprenant ni étonnant :

### Evolution des revenus et du pouvoir d'achat



partout dans le monde, y compris dans les pays développés, le ressenti des populations est souvent, toujours même, à l'opposé de ce que révèlent les statistiques officielles. Ceci est valable aussi bien pour le pouvoir d'achat, l'inflation, le PIB par habitant, etc. C'est la raison pour

laquelle d'ailleurs, soit dit en passant, le HCP a mis en place, depuis quelques années déjà, un calculateur d'inflation individuelle que chacun a le loisir d'utiliser pour mesurer la variation des prix des produits et services qu'il consomme.

Il n'empêche que ces indi-

cateurs macroéconomiques, aussi imparfaits qu'ils puissent être à l'échelle des individus, traduisent une tendance générale indispensable pour l'orientation des politiques publiques, lesquelles ne peuvent valablement se concevoir sur la base de situations ou d'opinions indi-

viduelles, tant celles-ci sont diverses et variées.

Cette précision faite, la hausse du pouvoir d'achat des ménages en 2013 est cependant loin d'atteindre les niveaux réalisés en 2008 et 2009. Au cours de ces deux années, en particulier, le pouvoir d'achat avait en effet progressé respectivement de 5,3% et 5%. A cette époque, on s'en souvient, il y eut tout à la fois des baisses de l'Impôt général sur le revenu et des revalorisations du SMIG et de salaires. De sorte que le revenu disponible brut (RDB) des ménages par habitant avait augmenté respectivement de 9% et 6% en nominal. Au même moment, l'inflation ressortait à 3,7% en 2008 et à 1% en 2009.

Ainsi, malgré la forte augmentation des prix en 2008 (soit le niveau le plus haut à ce jour et même depuis une quinzaine d'années), le pouvoir d'achat des ménages avait crû de manière substantielle. Il faut dire qu'outre les actions volontaires évoquées (baisse d'impôts et hausse des salaires), la croissance économique avait été de 5,7% en termes réels, soit un niveau jamais réalisé depuis. Et ce n'était pas seulement dû au bon comportement du secteur primaire (6,1%), les activités non agricoles avaient également réalisé une croissance élevée, dépassant 7% selon la nouvelle base de 2007.

### Hausse des prélèvements sociaux

De quoi est constitué le revenu disponible des ménages ? Essentiellement de la rémunération des salariés (47% en 2013) et de l'excédent brut d'exploitation et revenu mixte, c'est-à-dire tout simplement la rémunération du travail et du capital des entrepreneurs individuels (42,6%). A ces deux principales sources de revenus s'ajoutent les revenus nets de la propriété perçus (intérêts, loyers, dividendes...), les prestations sociales et les autres transferts courants. Sur ces revenus, qui s'élevaient à 625 milliards de DH en 2013, sont

prélevés les impôts sur le revenu et le patrimoine et les cotisations sociales. Selon le HCP, ces prélèvements obligatoires ont représenté 15,2% du revenu des ménages en 2013, contre 14,5% en 2007. Dans ces prélèvements obligatoires, la part des cotisations sociales est de 10,85%, et celle des impôts de 4,35%. En 2007, ces parts étaient respectivement de 9,8% et 4,7%. Ainsi, entre 2007 et 2013, la part des impôts a légèrement baissé, alors que celle des cotisations sociales, pourtant déjà élevée, a, au contraire, augmenté ■

**La demande intérieure est réévaluée de 35,6 milliards de DH à la suite du changement de l'année de base**

Bref, le pouvoir d'achat des ménages, après des hausses importantes en 2008 et 2009, a commencé à ralentir à partir de 2010. Ce ralentissement pourrait toutefois être interprété comme une correction par rapport aux hausses fulgurantes des années précé-

dentes, et aussi, peut-être, comme un effet différé de la crise qui avait d'abord frappé les économies occidentales avant d'atteindre le Maroc. Mais malgré ce ralentissement, ce que l'on constate c'est que le rythme de progression du RBD des ménages «colle» à peu près à celui du PIB en valeur, il lui est même légèrement supérieur. En 2011, par exemple, alors que le PIB en valeur avait augmenté de 4,5%, à 820,1 milliards de DH (suivant la nouvelle année de base), le RBD des ménages avait, lui, progressé de 5,46%, à près de 534 milliards de DH. Idem pour l'année 2012 : +3,4% pour le PIB en valeur et +3,9% pour le RBD des ménages (en valeur aussi, bien sûr). Itou pour 2013 : +6,3% pour le PIB en valeur, à 901,4 milliards de DH et +6,84% pour le RBD des ménages.

Avec d'autres mots, on dira que le revenu disponible des ménages, ces dernières années, n'évolue pas de manière trop déconnectée de la croissance économique. Il y a une sorte de corrélation, encore imparfaite certainement, entre les deux variables, contrairement à ce que laissent voir les chiffres de 2009, par exemple, où le revenu des ménages avait augmenté de 7,2% alors que le PIB (en valeur) n'avait progressé que de 4,4%. Cette observation, il faut certes la nuancer un peu, car les dénominateurs ne sont pas les mêmes ; mais ils ne sont pas non plus si éloignés que cela, l'un de l'autre.

Cette constance dans la progression du revenu des ménages, on retrouve sa traduction dans l'évolution des dépenses de consommation. Celles-ci ont augmenté de 5,46% en 2013, à 535,86 milliards de DH, au lieu de 4,85% en 2012, à 508 milliards de DH. En moyenne annuelle, les dé-

penses de consommation finale des ménages ont augmenté de 6,5% entre 2007 et 2013. Là encore, le rythme de progression est supérieur à celui du PIB en valeur, et même à celui du revenu disponible. Ce n'est pas pour rien que la croissance économique au Maroc est portée principalement par la demande intérieure, et notamment pas la composante consommation des ménages. Dans les comptes nationaux arrêtés sur la base de la nouvelle année de référence et publiés la semaine dernière par le HCP, la demande intérieure a d'ailleurs été réévaluée de 35,6 milliards de DH

(+5,3%). Et sur ce montant, 15,2 milliards sont dus à la consommation des ménages.

Dire cela peut paraître hérétique aux yeux de certains (ou de beaucoup), et cela, encore une fois, peut se comprendre dans un contexte de concentration des richesses et des revenus. Des statistiques existent d'ailleurs, qui mettent en évidence ce constat, comme, à titre d'exemple, la configuration régionale du PIB qui montre que six régions sur seize produisent près des deux tiers de la richesse nationale. C'est la raison pour laquelle ces indicateurs que

sont le revenu disponible ou le pouvoir d'achat méritent d'être croisés avec d'autres variables afin d'appréhender la part de chaque catégorie de ménages dans le revenu disponible, dans la consommation finale, bref de connaître la distribution sociale et territoriale de cette évolution du pouvoir d'achat. Le HCP, il faut le rappeler, a déjà réalisé de nombreuses enquêtes de ce genre (enquête sur le niveau de vie des ménages, enquête sur la consommation et les dépenses de ménages, enquête sur les classes moyennes, entre autres) ■

S.A.

## L'épargne des ménages a augmenté de 15%

En 2013, les ménages ont consacré 85,4% de leur revenu brut disponible aux dépenses de consommation, soit 535,86 milliards de DH. Le reste, soit 14,6%, est réservé à l'épargne brute. Contrairement à l'année 2012 où elle a baissé, l'épargne brute des ménages a augmenté en 2013 de 15,2%, à 91,5 milliards de DH. En valeur nette, cette épargne se montait à 92,7 milliards de DH. Leurs investissements étant de quelque 82 milliards de DH, les ménages ont ainsi dégagé une capacité de financement de 10,7 milliards de DH ■